

# Les enjeux des politiques économiques, sociales et monétaires

Yves Dimicoli

## Introduction

1- La crise financière a provoqué une crise profonde de l'économie réelle, malgré les interventions massives des États.

Ainsi, une politique économique alternative ne saurait méconnaître l'exigence d'une autre **utilisation de l'argent** des **États**, des **banques** et des entreprises à tous les niveaux du système capitaliste en crise : **local, national, européen et mondial**.

2- Cela est d'autant plus nécessaire que ce système tend de plus en plus à **tourner sur lui-même, au détriment des intérêts des salariés et de l'immense majorité des populations, jusque dans de gigantesques spéculations**, des effondrements de **l'emploi** et des sinistres humanitaires et **écologiques**.

D'où la nécessité, désormais incontournable pour une politique économique qui se veut alternative, de contribuer à **mettre en cause les règles fondamentales du système** – c'est-à-dire « **l'argent pour l'argent** » en faisant avancer de **nouvelles règles**.

3- **Intervention massive des États, notamment pour sauver les banques ou relancer la politique économique.**

Cela manifeste un **nouveau climat**, favorable à des propositions de transformations profondes pour maîtriser les marchés, en commençant à s'émanciper des règles du capitalisme devenu fou.

C'est un **virage historique**. Par exemple aux USA où l'on parle de nationalisation des banques.

Mais une intervention plus grande des États et davantage de régulations ne suffiront pas du tout **si l'on veut s'en prendre aux règles fondamentales du système**. Et cela place devant l'obligation d'aller au-delà de l'alternative traditionnelle **marché/État** avec un double souci :

– **Côté État**. Il s'agit d'aller au-delà des bavardages sur la démocratie participative, pour des pouvoirs effectifs de contrôle et de décision des travailleurs et des citoyens, depuis les entreprises et les services publics ;

– **Côté marché**. Il s'agit de chercher à les maîtriser avec l'avancée, à l'appui des luttes :

- de nouveaux **critères de gestion** et des appropriations sociales des entreprises ;
- de nouveaux **critères de crédits** transformant les relations banques/entreprises/sociétés ;
- de nouveaux **critères de services publics** novateurs.

## REFONDER OU DÉPASSER LE CAPITALISME : TEL EST L'ENJEU !

4- Enfin, face aux prétendues solutions capitalistes à la crise exacerbée aujourd'hui, avec l'intervention massive des États au service du capital, on voit de partout monter des luttes. C'est le cas particulièrement en France où le mouvement syndical a engagé un processus de mobilisation sociale autour d'une plate-forme commune qui exprime aussi des **besoins de changement dans la politique économique**.

De même, dans la foulée du 29 janvier, se sont multipliés les contre-plans à gauche : PCF, PS et Parti de gauche. C'est dire l'importance du débat sur les contre-propositions.

Un rapprochement se cherche pour une autre Europe avec le « **Front progressiste européen** », celui-ci, pour réussir à relever des défis de renouvellement profond des contenus, au-delà du discours critique et de gauche, exige l'avancée **d'une cohérence** qui fasse le poids.

## I - OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ET POURQUOI IL EST URGENT DE COMMENCER À CHANGER LES RÈGLES ?

a) *Changer les règles de la production et le financement des richesses :*

**Il faut partir de ce que sont les opérations générales d'un capitaliste ou du gestionnaire à son service pour produire et s'accaparer des richesses supplémentaires. Il dispose d'argent et, avec cet argent, il va chercher à faire encore plus d'argent :**

A	-----	(FT/MP)	-----	P	-----	M	-----	A'
Argent		Achat de		Productions		Réalisation		incluant de la
		de marchandises		marchandises		une plus-value		plus-value sur
								le marché (argent)

**L'origine de l'argent apporté initialement pour le capitaliste : un enjeu décisif.**

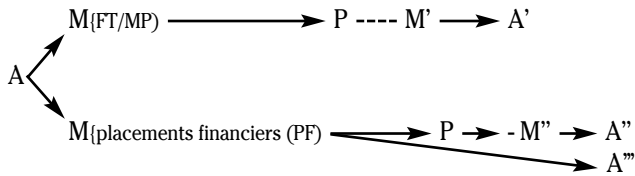
### 3 origines possibles de ces fonds

1- **argent des entreprises** : c'est l'autofinancement à partir des profits réalisés grâce aux ventes antérieures,

2- **argent des banques ou des capitalistes** : c'est la dette avec les crédits remboursés par les profits futurs. Cette dette est alimentée par deux grands canaux : crédits bancaires et marchés financiers,

**3- argent des contribuables :** Ce sont les fonds publics reçus à partir de l'argent des impôts et des taxes.

3 utilisations possibles de ces fonds



**Double comparaison effectuée en permanence par les capitalistes :**

- force de travail (FT) ↔ moyens de production (MP)  
substitution capital/travail

- MP ↔ PF substitution réel/financier

**Et toujours avec la même exigence : plus d'argent !**

**Le capitaliste va choisir la combinaison qui lui rapportera le plus, compte tenu de ce que rapporte en moyenne le marché.**

## Les deux grands systèmes de financement :

### D) Le crédit bancaire :

Il consiste en la création d'argent par les banques.

#### Les 3 étapes de la création d'argent par les banques

- t0 : la banque fait un crédit à une entreprise,
- t1 : l'entreprise peut financer avec ce crédit les avances nécessaires à la production de richesses nouvelles (équipements, salaires),
- t2 : la production de ses richesses nouvelles finance le remboursement progressif du crédit.

**Le crédit donne un pouvoir d'achat anticipant sur la création de richesses nouvelles.**

#### Les limites à ce processus :

- la nécessité pour la banque de rembourser ou de servir les déposants à leur demande,
- l'inflation excessive si des crédits distribués ne servent pas à créer suffisamment les richesses nouvelles.

#### Le fonctionnement du crédit

**1-** La banque reçoit des dépôts d'argent : surtout des salaires, des pensions, des retraites.

*C'est la grande ressource gratuite du système bancaire automatiquement virée chaque mois, sur les comptes courants bancaires et postaux.*

**2-** Sur cette base, les banques créent de l'argent (création monétaire)

Banque (X)

Entreprise (Y)

Dépôt 1 = 1000 € → Crédit : 1000 €

Dépôt 2 = 1000 € ←

Au bout de l'opération, le total des dépôts dans la banque (X) atteint 2000 € après l'octroi d'un crédit de 1000 € par cette banque à l'entreprise (Y) par simple jeu d'écriture.

**3-** grâce au crédit et à partir du dépôt 1 a été créé un deuxième dépôt qui augmente la monnaie disponible au-delà de la somme du premier dépôt, lequel reste aussi disponible pour son propriétaire.

*Les dépôts servent de base aux crédits qui permettent de faire de nouveaux dépôts.*

*Tel est le mécanisme de la création monétaire*

**Argent des banques : c'est argent de la société**

Ce n'est  
ni l'argent des banquiers,  
ni l'argent des actionnaires.

### Compensation et refinancement

Pour équilibrer l'ensemble de ces opérations :

- les banques se prêtent entre elles (marché interbancaire)
- elles recourent au « refinancement » de la BCE.

**Le crédit bancaire revêt un double pouvoir qui est fondamental dans nos sociétés modernes :**

- un pouvoir d'impulsion,
- un pouvoir formidable d'incitation.

**1) un pouvoir d'impulsion :** l'argent prêté permet aux entreprises de créer des richesses qui rembourseront leurs crédits. Bref qui leur permettront de se projeter dans l'avenir. Le crédit, c'était une impulsion : un individu qui veut marcher vers un but doit d'abord donner une impulsion vers l'avant. Elle le déséquilibre et l'amène à avancer une jambe, puis l'autre... jusqu'au but visé  
Sans cette impulsion initiale, il n'y a pas de nouveau.

### 2) un pouvoir formidable d'incitation :

Le crédit est incitatif : il encourage tel type d'opération et décourage tel autre type d'opération.

Adage : « On ne prête qu'aux riches ».

En réalité, dans le système actuel, fondé sur la rentabilité financière et le taux de profit, le crédit sera d'autant plus facilement accordé (taux d'intérêt et garantie) que l'opération à financer sera plus et plus vite rentable.

Sa sélectivité est favorable à la rentabilité financière.

Le crédit porte de cette sélectivité jusque dans la façon dont l'entreprise sera gérée : incitant pour la rentabilité financière à baisser les coûts salariaux

Dans les conditions du capitalisme devenu financier, c'est-à-dire dominé par les marchés financiers, cela s'est traduit par le fait que le crédit bancaire est devenu :

- de plus en plus facile pour les opérations purement financières,
- de plus en plus anti-emploi, anti-formation, anti-croissance réelle.

#### Exemple :

**Pernod-Ricard : OPA sur Absolut vodka : 13 milliards d'euros à 3 % de taux d'intérêt,**

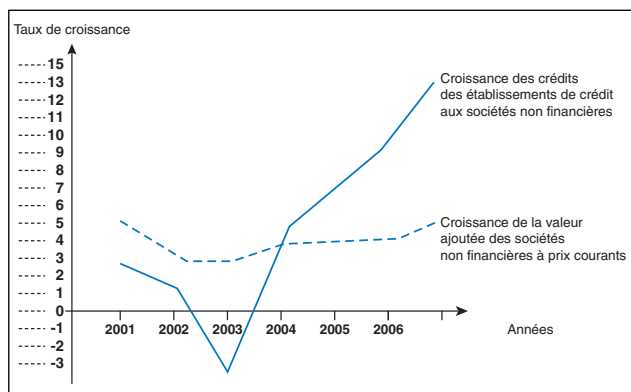
**Mais une PME devant faire un investissement de capacité avec création d'emplois et de formation aura un crédit**

de 6 à 8 % avec mise sous hypothèque de la résidence principale du patron.

Tableau et graphique ci-dessous :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Croissance de la valeur ajoutée des entreprises non financières (%)	4,8	3,2	3	4	4	4,2	5,1
Croissance des crédits aux entreprises non financières (%)	3	1,18	-2,7	5,2	7	8,8	13,1

Graphique 1



Ce qui explique l'explosion de l'endettement pour les opérations financières et spéculatives, des « subprimes », aux opérations LBO (rachat d'entreprise avec très peu d'apport en capital et un énorme endettement à bas taux d'intérêt).

Le capitaliste, pour rembourser la dette et ses intérêts, va faire continuellement pression sur le coût du travail.

Le capitalisme aujourd'hui c'est le capitalisme financier, car prédomine le marché financier qui asservit le crédit, les banques, la monnaie aux opérations et placements financiers.

**Le capitalisme a cherché à faire reculer ce système au profit des marchés financiers : (inflation des années 1970)**

## II – le marché financier :

C'est un marché où s'échange de l'argent entre :  
 – des apporteurs d'argent (ou de fonds),  
 – des demandeurs d'argent (ou de fonds).

*L'argent apporté exige tout de suite sa part de plus-value*

Sur ce marché les prix s'envolent selon la loi de l'offre et de la demande. Cela constitue une prise sur les richesses produites dans les entreprises en les contraignant à réaliser des seuils de rentabilité.

**Sur ces marchés s'échangent des titres contre l'argent :**

- **Obligations** : titres de dette (prêts remboursables avec un **taux d'intérêt** : « coupons »).
- **Actions** : titres de propriété d'une partie du capital de telle ou telle entreprise donnant droit à un **dividende**.

Le marché financier a pris une part croissante dans l'économie capitaliste depuis le début des années 1980.

Pourquoi ?

1967

« Tournant dans la crise systémique »  
Paul Boccard

1971  
« la France et le monde sont entrés dans une crise structurelle globale et durable »  
G. Marchais

Depuis  
Tentatives de réponse capitaliste à la crise

Exacerbation de la crise systémique

## Tentatives de réponses capitalistes à la crise :

L'utilisation des hautes technologies de plus en plus économes en temps de travail.

- Cela concerne :
- le travail passé cristallisé dans les moyens de production,
  - le travail immédiat en raison des très gros gains de productivité.

**Problème :**

Cette introduction de plus en plus massive des hautes technologies transforme profondément la façon de produire des richesses.

D'où l'accroissement du rapport :

**Valeur ajoutée/capital matériel.**

*On peut produire beaucoup plus en dépensant moins en salaire et en capital matériel.*

Mais avec cette « révolution informationnelle » il y a besoin de dépenser de plus en plus pour :

- la recherche-développement,
- la formation-qualification (reconnaissance dans les salaires).

*– Ce qui augmente le plus aujourd'hui, ce sont ces obligations de dépenses informationnelles.*

*– Tandis qu'on va dépenser moins en investissements matériels.*

*– Et ces dépenses ne vont pas entraîner nécessairement de résultats positifs car on n'est pas sûr de vendre.*

**D'où la nécessité grandissante de partager les coûts.**

Comment les capitalistes cherchent-ils à répondre à ces défis de partage, avec les antagonismes entre :

- Les obligations de partage,

et

- La règle capitaliste, c'est-à-dire la concurrence pour le profit maximum, et les critères et la culture capitalistes).

- Les groupes capitalistes vont chercher à se constituer des réseaux mondiaux de domination (oligopoles) au sein desquelles ils pourront partager ces coûts, de manière monopoliste, mais pour détruire les rivaux !

- Comment : En recourant aux OPA (offre publique d'achat), OPE (offre publique d'échange d'actions)... nécessitant de lever des fonds de plus en plus énormes sur les marchés financiers.

- Pour y répondre toutes les institutions financières vont de plus en plus chercher à canaliser l'argent des profits, des fonds publics, du crédit vers ces marchés.

*D'où l'explosion des dépenses de domination, au lieu de coopération de partage.*

Ainsi, dans le monde :

Le niveau record des fusions et acquisitions est atteint en 2007: 4 500 Mds de dollars (+ 24 % sur 2006, elle-même à + 30 % sur 2005)

- 2007 : 4 500 Mds de dollars
- 2006 : 3 630 Mds de dollars
- 2005 : 2 792 Mds de dollars.

**En Europe** : 1 800 Mds de \$ en 2007 (+ 36 % sur 2006) devant les USA pour la première fois. Cela a conduit à l'inflation (enflure) des marchés financiers, a stimulé la spéculation et les rivalités d'attraction entre les places boursières. Dans chaque pays, on a cherché à faire grossir le plus possible son propre marché financier (exonérations fiscales, sociales...). L'explosion des prélèvements financiers (intérêts et dividendes).

**L'explosion des prélèvements financiers (intérêts et dividendes).**

*En 2007  
Pour un euro investi par les entreprises en France  
1,6 € étaient prélevés sur leur valeur ajoutée  
pour les intérêts et les dividendes.*

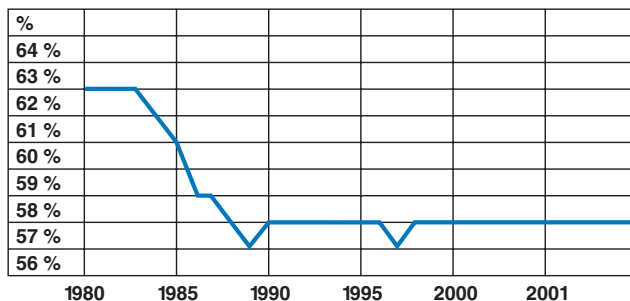
Le recours de plus en plus massif aux hautes technologies, très économes en temps de travail, est poussé pour accroître la rentabilité des capitaux, le rendement des actions.

- Cela fait de plus en plus de chômage.  
**L'accroissement du chômage, une forme réactionnaire de la réduction du temps de travail.**

- Salaires/valeur ajoutée = - 8 points entre 1980 et 1990 et depuis ça n'a quasiment pas augmenté).

Graphique 2

**France : part des salaires dans la valeur ajoutée**



Source : INSEE, comptes nationaux.

Au total, les capitalistes peuvent ainsi :

- dépenser moins pour les salaires,
- dépenser moins pour l'investissement matériel.

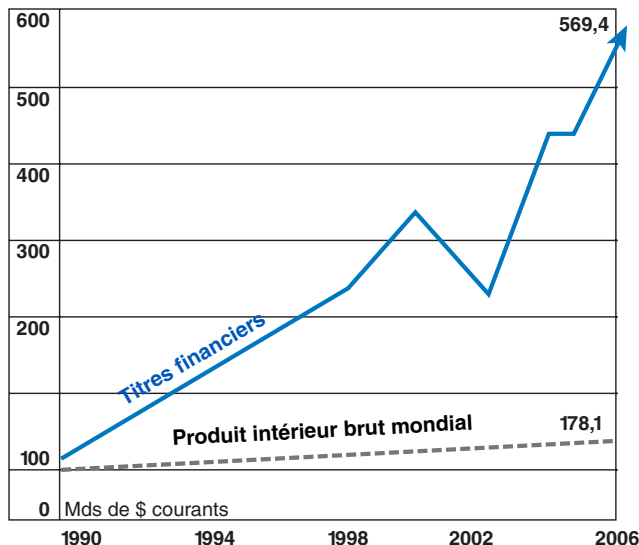
**Ainsi, d'énormes profits sont-ils rendus disponibles.**

Dans le cadre de la mondialisation, ces énormes disponibilités vont chercher à s'employer dans des opérations qui devront rapporter au moins autant que les taux de profits rendus possibles dans les pays émergents à bas coûts salariaux.

**D'où l'ampleur de la spéculation :**

- immobilier,
- pétrole,
- matières premières,
- alimentation,
- ... Et demain, dans une bulle verte !

**Une crise causée par l'accumulation de masses énormes de capitaux financiers**



**Cela conduit au krach :**

Obligeant les banques centrales et les États à intervenir massivement pour ne pas tomber dans la dépression comme en 1929.

Tandis que d'énormes difficultés du système financier sont dues à l'amoncellement de dettes pour réaliser ces opérations financières et spéculatives.

**Importance de la rivalité pour attirer les capitaux**  
**Au centre = le dollar**

1971 : le dollar devient monnaie mondiale de fait.

– les États-Unis peuvent s'endetter auprès du reste du monde dans leur monnaie nationale ; (coup d'état de Nixon qui ferme le guichet de l'or),

– et quand ces prêts arrivent à échéance, ils peuvent émettre de nouveaux dollars pour rembourser leurs emprunts.

*« Privilège exorbitant du dollar » (De Gaulle)*

Ce qui donne la possibilité aux États-Unis, les seuls dans le monde, de développer et leurs marchés financiers, et leurs crédits, attirant les capitaux du monde entier pour financer leur croissance :

D'où :

- La très forte avance technologique des États-Unis,
- Le financement d'emplois et d'investissement,
- Le financement des dépenses de guerre,
- L'expansion – délocalisation des multinationales

*Avec une balance commerciale négative qui nécessite l'accroissement des importations de capitaux.*

Cela constitue un grand « trou noir » dans le système économique mondial qui attire la matière du monde entier et concentre une formidable énergie.

*Crise et spéculation : domination accentuée de la finance contre le développement humain.*

**Europe : Rivalité et asservissement**

C'est pour essayer de partager cette domination financière des États-Unis sur le monde entier avec le dollar, que les dirigeants européens ont créé l'euro, monnaie unique au service de la promotion des marchés financiers européens, censée leur permettre de rivaliser avec les États-Unis dans l'attraction des capitaux.

**1- Un euro au taux de change élevé.**

Avec la BCE :

– La souveraineté monétaire est déléguée à la BCE. C'est elle qui a le pouvoir d'orienter le crédit,

– « Indépendante » : elle n'a pas de comptes à rendre à aucune autorité politique. Elle est ainsi décrétée « indépendante » de toute pression sociale. Avec, notamment, l'interdiction du financement monétaire des déficits publics.

– Son objectif prioritaire, conditionnant toute sa politique monétaire : **la lutte contre l'inflation** :

- parce que l'inflation érode le taux de profit et fait perdre de la valeur aux actifs financiers,
- pour cela et pour tenir un taux de change élevé de l'euro (pour attirer les capitaux),
- taux d'intérêt plus élevé qu'aux USA et taux d'intérêt supérieur à la croissance du PIB.

– Son appui aux banques (refinancement) est tel que le crédit de ces banques sera d'autant plus facilement accordé que les opérations à financer sont plus rentables ou financeront l'exportation de capitaux parce que l'accroissement de la croissance est supérieur hors de l'Europe (États-Unis, pays émergents)

– Par contre le crédit sera plus difficile pour l'investissement réel notamment pour les PME.

**2- Une politique monétaire qui accroît la pression des prélèvements financiers sur les richesses produites et incite donc à baisser les salaires et les cotisations sociales patronales**

Un bouclier de la BCE pour empêcher la pression de dépenses publiques et sociales sur la politique monétaire de la BCE.

– déficit public (État, collectivités locales, sécurité sociale) doit être inférieur à 3 % du produit intérieur brut.

– avec objectifs fixés d'équilibrer à moyen terme les finances publiques avec le recul des prélèvements pour la protection sociale dans la Valeur Ajoutée.

- Freinage des dépenses publiques sociales :
  - les privatisations,
  - le freinage des dépenses d'investissement public,
  - le freinage des dépenses de service public.

*Avec l'explosion de la crise : souplesse, mais maintien de ses engagements :*

– 2011 : équilibrage du budget de la protection sociale,

– 2014 : équilibrage des comptes publics sociaux.

– Prise en mains des collectivités territoriales avec des pressions à la baisse et à la suppression de la T.P... poussant à la mise en cause de leur autonomie. ■